



**attac suisse**

association pour une  
taxation des  
transactions financières pour  
l'aide aux  
citoyens et citoyennes

Berne, le 16 juin 2001

## Résolution des «Assises des salarié-e-s et des usagers/-ères de la Poste»

Réuni-e-s à l'occasion des «Assises des salarié-e-s et des usagers/-ères de la Poste», les militant-e-s des forces associatives, syndicales, politiques et citoyennes:

1. constatent que le plan de restructuration du réseau postal, annoncé le 18 janvier 2001 par la direction de La Poste (le «**Plan Gygi**») et prévoyant d'ici 2006 la suppression de 900 à 1500 bureaux de poste, s'inscrit dans le **processus de libéralisation et de privatisation** que connaissent les services publics depuis quelques années. Ses effets les plus manifestes sont la dégradation de la qualité des prestations, la suppression d'emplois, l'accroissement des inégalités entre régions, l'augmentation des prix, la détérioration des conditions de travail des salarié-e-s de La Poste et la rupture du lien social ;

2. considèrent que La Poste doit rester un service public, soit garantir à toutes et à tous, quels que soient leur revenu, leur âge, qu'ils/elles habitent en ville ou dans des régions périphériques, un accès à des prestations de qualité. Ils/elles exigent, par conséquent, l'arrêt de ce processus de démantèlement et **le retrait inconditionnel du «Plan Gygi»**;

3. se félicitent des actions citoyennes et syndicales qui ont eu lieu dans plusieurs régions de la Suisse ces derniers mois, notamment lors de la **journée nationale de mobilisation du 18 mai 2001**, où dans toute la Suisse des citoyen-ne-s ont manifesté leur opposition au «Plan Gygi» avec des actions devant de nombreux bureaux de Poste. Cette mobilisation est indispensable pour créer le rapport de force sans lequel il n'y aura pas de retrait du plan de décapitation du réseau postal;

4. constatent que le projet de convention collective de travail (CCT) constitue un grave **démantèlement des droits des salarié-e-s de La Poste**, en particulier en matière de salaires, d'horaires de travail et de protection de l'emploi. De plus, en prévoyant la «paix absolue du travail», cette convention collective de travail prive les salariés de tout moyen de lutte. Cette régression sociale constitue l'autre face de la médaille de la liquidation du service public et des fermetures de centaines de bureaux de Poste. Pour cette raison, les participant-e-s aux «Assises des salarié-e-s et des usagers/-ères de la Poste» appellent les salarié-e-s de La Poste, qui auront à se prononcer très prochainement, à opposer un **NON clair et net à ce projet de CCT**,

5. ont pris connaissance de la décision du **Syndicat de la communication de lancer une initiative** visant à la garantie par la Confédération d'un service postal universel. Les participant-e-s aux «Assises» estiment que l'initiative n'est pas une réponse appropriée pour bloquer le «Plan Gygi». En aucune mesure, elle ne permettra de mettre un cran d'arrêt au démantèlement du service public postal; seules de fortes mobilisations pourraient obliger la direction de La Poste à retirer le «Plan Gygi»;

6. Une initiative pour la dé-privatisation de la Poste, des CFF et de Swisscom serait par contre raisonnable. Une telle initiative, contrairement à d'autres, maintiendrait son actualité et contribuerait non seulement à construire le mouvement – compte-tenu de la débâcle des entreprises privatisées – mais à le développer.

7. invitent à poursuivre et à **multiplier les actions devant les bureaux de poste**, dans toute la Suisse, afin d'exiger le retrait du «Plan Gygi» et d'entraver sa mise en œuvre effective; invitent à s'efforcer de développer et renforcer une mobilisation au plan national ;

8. proposent la création d'un réseau national des mouvements citoyens, des communes, des élus afin de mobiliser pour la sauvegarde de notre service public postal.